

Les questions de commerce ont gardé, elles aussi, leur importance, et, dans ce domaine, il conviendrait de signaler au nombre des plus importantes, l'inclusion des ports de St-Jean et d'Halifax dans le "North Atlantic Chartering Range", l'exemption réciproque de l'impôt dans les affaires d'armement maritime avec la Grèce, l'application des règlements douaniers canadiens revisant les conditions sous lesquelles est accordé le traitement préférentiel, la possibilité d'une plus grande exportation de charbon britannique au Canada, les règlements belges visant l'importation des pommes canadiennes et l'emploi de bois canadien dans les travaux de réparation et de construction des chemins de fer britanniques.

Une part considérable des travaux du bureau est consacrée au traitement des questions que donnent lieu les demandes et les requêtes émanant des administrations à Ottawa ou d'autre correspondance canadienne. Par exemple, au cours de l'année, on demanda, au nom des administrations à Ottawa que des mesures fussent prises relativement aux dettes ennemies et aux réparations, au placement de contrats, à l'achat de matériel et d'équipement, aux décisions concernant les tarifs douaniers et à plusieurs autres questions. De nombreuses demandes d'information sont aussi venues des administrations du Gouvernement britannique, des corps officiels, des institutions, des consuls britanniques en Europe et du public britannique en général. Ces demandes de renseignements se sont étendues à diverses questions ayant trait aux conditions d'ordre économique au Canada, aux choses domestiques, (particulièrement la recherche de parents disparus), aux occasions d'affaires, aux développements miniers et industriels, à la législation fédérale et provinciale, etc.

Le Bureau s'est aussi occupé de la distribution des publications et de renseignements généraux visant le commerce, l'industrie et les ressources naturelles du Canada. Durant l'année 1929, au delà de 260 bulletins furent délivrés par le Bureau y compris 1,100 articles de journaux.

Au cours de l'année, plusieurs conférences et séances des comités inter-commonwealth eurent lieu à Londres auxquelles prit part directement le Haut-Commissariat, ou avec lesquelles il se tint en contact intime. Mentionnons, parmi celles-ci, la conférence concernant la législation des Dominions et la législation relative au commerce maritime, les séances de la Commission du câble trans-pacifique nommée après le 4 novembre, la Commission des communications impériales et internationales, limitée, celles de "l'Empire Marketing Board", de "l'Empire Timber Committee", de l'Institut impérial, de la Commission des sépultures militaires, du Comité impérial du transport maritime et du Comité économique impérial. En outre, un membre du personnel a agi comme l'un des représentants canadiens à la Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer qui s'est réunie à Londres durant l'année.

Pendant l'année, le Haut-Commissaire a visité le Dominion officiellement et en a profité pour s'entretenir avec les membres du Gouvernement et autres personnages, des problèmes touchant le Canada et la Grande-Bretagne.

Une preuve de l'accroissement constant du travail de la Légation à Washington se trouve dans le fait que la tâche réservée à chacune de ses divisions, a augmenté en volume durant l'année. Le travail accompli par la division du commerce a été particulièrement onéreux à cause de la nécessité qu'il y avait de suivre et de marquer les activités de la "Federal Farm Board" et les efforts du Congrès tendant à reviser les tarifs douaniers.

Une courte énumération des différentes questions que la Légation a eu à s'occuper, fera voir clairement la diversité de son travail. Au cours de l'année écoulée, une correspondance s'est engagée entre les Gouvernements du Canada et des Etats-Unis, et des rapports ont été envoyés au Gouvernement du Canada concernant les eaux limitrophes internationales et autres problèmes d'eaux navigables, la contrebande, les communications radiotélégraphiques, les pêche-